



## DECLARATION D'ISTANBUL

**Nous, représentants de la Commission européenne, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de l'Organisation de la Conférence islamique, des Nations Unies, du Programme des Nations Unies pour le développement et de la Banque mondiale,**

**R**econnaissons qu'en devenant plus complexes, les sociétés sont aujourd'hui plus étroitement liées que jamais. Elles continuent toutefois de présenter des différences sur les plans historiques et culturels et en matière de développement économique et social.

**L**e fait que des initiatives ont été prises dans plusieurs pays et sur tous les continents pour mesurer le progrès social par le biais d'indicateurs statistiques est à nos yeux encourageant. Même si ces initiatives se fondent sur des méthodes et des systèmes culturels et intellectuels différents et que le degré d'implication des principales parties prenantes n'est pas partout identique, elles démontrent qu'il existe un consensus sur la nécessité de mesurer dans chaque pays le progrès des sociétés en allant au-delà des indicateurs économiques habituels tels que le PIB par habitant. À ce titre, le système d'indicateurs utilisé par les Nations Unies pour mesurer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement constitue une avancée.

**P**our améliorer le bien-être des sociétés, il convient d'encourager à tous les niveaux une culture de la prise de décision fondée sur des faits concrets. En outre, à «l'ère de l'information», le bien-être dépend en partie de politiques publiques transparentes dont les responsables sont tenus comptables. La disponibilité d'indicateurs statistiques sur les résultats économiques, sociaux, environnementaux et leur diffusion auprès du public peuvent contribuer à promouvoir une gouvernance de qualité et à améliorer le processus démocratique. Ces éléments permettent de renforcer la capacité des citoyens à utiliser le débat et le principe du consensus pour influencer sur les objectifs des sociétés où ils évoluent et à responsabiliser les acteurs des politiques publiques.

**N**ous affirmons notre engagement à mesurer et encourager le progrès des sociétés sous tous leurs aspects et à soutenir les initiatives lancées au niveau des pays. Nous exhortons les bureaux statistiques, les organisations publiques et privées ainsi que les experts universitaires à collaborer avec les représentants de leurs populations pour produire des informations de qualité, basées sur des faits concrets que l'ensemble des sociétés peut utiliser pour définir une vision commune de leur bien-être et son évolution au fil du temps.

Les bureaux statistiques constituent un « bien public » qui favorise le progrès des sociétés. L'élaboration d'indicateurs de progrès sociétal permet de renforcer le rôle de premier plan que jouent les autorités statistiques nationales pour fournir des données fiables, opportunes et comparables ainsi que les indicateurs nécessaires à l'établissement de rapports à l'échelle nationale et internationale. Nous encourageons les gouvernements à investir des ressources pour développer des données et des indicateurs fiables selon les Principes fondamentaux de la statistique officielle adoptés par les Nations Unies en 1994.

Pour mener à bien ce projet, nous devons:

- encourager les communautés à réfléchir sur le sens du mot « progrès » au XXI<sup>e</sup> siècle ;
- partager les meilleures pratiques sur la mesure du progrès sociétal et renforcer la prise de conscience quant à la nécessité d'utiliser des méthodes de qualité et fiables ;
- stimuler le débat international en se basant sur des statistiques et des indicateurs, à la fois sur les questions mondiales du progrès des sociétés et les comparaisons de ces progrès ;
- élargir et développer la compréhension générale du public quant aux évolutions en cours, tout en mettant l'accent sur certains domaines où le changement est significatif ou les connaissances inadéquates ;
- plaider en faveur d'investissements appropriés permettant de renforcer la capacité d'élaboration de statistiques (en particulier dans les pays en développement) faciliter l'accès aux données et indicateurs permettant d'orienter les programmes de développement et faire le point quant à la réalisation d'objectifs internationaux tels que les objectifs du Millénaire pour le développement.

Beaucoup reste à faire; l'engagement de tous les partenaires est essentiel si nous voulons satisfaire la demande de nos sociétés. Nous reconnaissons que les efforts engagés seront proportionnés aux possibilités de pays qui se situent à des stades de développement différents. Nous invitons les organisations publiques et privées à contribuer à cet effort ambitieux visant à favoriser le progrès mondial et nous accueillons chaleureusement les initiatives prises aux échelles locale, régionale, nationale et internationale.

Nous souhaitons remercier la Turquie pour avoir accueilli ce second Forum mondial de l'OCDE consacré au thème « Statistiques, connaissances et politiques ». Nous souhaitons également remercier tous ceux qui, à travers le monde, ont contribué à ce Forum mondial, y ont participé ou qui ont suivi les débats sur Internet.

Istanbul, le 30 juin 2007

---

Signée durant le second Forum Mondial « Statistiques, Connaissances et Politiques »